

Gorbatchev, l'Imprévu

Prédictions et surprises dans le jeu des relations internationales

Patrick SCHMOLL

Anthropologue, Directeur scientifique
PSInstitut Strasbourg

<patrick@schmoll.fr>

Résumé

Mikhaïl Gorbatchev est salué dans le monde pour avoir mis fin à la Guerre froide à la fin des années 1980, en prenant à contre-pied la logique de montée vers la guerre dans laquelle Américains et Russes semblaient s'être enfermés. Ayant de ce fait déjoué les essais de prospective qui à l'époque annonçaient une troisième guerre mondiale, il a pu être considéré comme un exemple de l'impossibilité de prédire le comportement d'un système complexe, en l'occurrence le système géopolitique mondial. Cet article soutient cependant que les initiatives du dirigeant soviétique peuvent être réinscrites dans la rationalité des calculs itératifs que devaient ou auraient pu tenir les acteurs dirigeants du système international de l'époque. Au sein de ce que l'on peut présenter comme un jeu séquentiel à somme non nulle, le « moment Gorbatchev » fut donc une surprise, mais n'était pas forcément imprévisible.

Abstract

Mikhail Gorbachev is celebrated around the world for having ended the Cold War at the end of the 1980s, contrary to what was expected from the logic of war in which the Americans and Russians seemed to have locked themselves. Having thereby thwarted the prospective statements which at the time announced a third world war, he could be considered as an example of the impossibility of predicting the behavior of a complex system, in this case the global geopolitical system. This article argues, however, that the initiatives of the Soviet leader can be reintegrated in the rationality of the iterative calculations that the leading actors of the international system of the time had to or could have made. Within what can be presented as a non-zero sum sequential game, the "Gorbachev moment" was therefore a surprise, but was not necessarily unpredictable.

Mots-clés

Mikhaïl Gorbatchev – Crise des euromissiles – Prospective – Raisonnement stratégique – Prédicibilité – Relations internationales – Systèmes complexes – Interdépendance – Théorie des jeux – Raisonnement itératif – Jeux séquentiels – Jeux à somme non nulle

Keywords

Mikhail Gorbachev – Euromissile crisis – Foresight (Future Studies) – Strategic reasoning – Predictability – International relations – Complex systems – Interdependence – Game theory – Iterative reasoning – Sequential games – Non-zero sum games



Il y a un an décédait Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev. À la fois Prix Nobel de la paix en 1990 et dernier président de l'Union soviétique, écarté en 1991 au bénéfice de Boris Eltsine, Mikhaïl Gorbatchev est régulièrement salué dans le monde pour avoir mis fin à la Guerre froide à la fin des années 1980. Il reste pourtant dans la mémoire des Russes comme l'un de leurs dirigeants les moins aimés, associé par la majorité de la population à la fin de l'URSS et aux années de crise économique, de troubles sociaux et de perte d'influence internationale de la Russie.

L'Histoire mettra probablement du temps à lui rendre justice. J'espère que les lignes qui suivent contribueront à mieux identifier la force et l'originalité de son rôle dans l'avènement du monde multipolaire que nous connaissons depuis la chute du Mur de Berlin.

La présente contribution a en effet le caractère d'un hommage à la fois personnel et ambigu que je rends à la figure du dirigeant russe disparu. Personnel, non que j'eusse eu l'honneur de le rencontrer, mais au sens où je rédige au début de ces années 1980 un essai de prospective (Schmoll 2022 [1983]) inspiré par ce contexte de Guerre froide dans lequel Mikhaïl Gorbatchev se prépare à jouer un rôle déterminant. Ambigu, car je serais fondé à en concevoir quelque amertume (cela dit avec humour tout de même) : les prédictions guerrières sur lesquelles débouche mon raisonnement à l'époque vont être contredites par l'arrivée au pouvoir de cet homme, qui va, de manière contre-intuitive pour tout le monde, tout faire pour désamorcer les risques de conflit mondial... ce qui condamnera bien sûr le destin éditorial de mon ouvrage.

C'est donc de la capacité prédictive des approches systémiques qu'il va être question ici, à propos de ce que Françoise Thom a appelé le « moment Gorbatchev » (Thom 1989).

En 1990, l'année où Mikhaïl Gorbatchev se voit décerner le Prix Nobel de la paix, Edgar Morin, écrivant sur les systèmes complexes, qualifie le dirigeant russe de « machine non triviale » (Morin 1990). La terminologie réfère à Heinz von Foerster, qui distingue machines « triviales » et « non triviales » au regard de leur prédictibilité (Koppel, Atlan & Dupuy 1987). Les *machines triviales* relient de manière immuable et sans faire de fautes des causes à des effets. Leur comportement est donc prédictible. À l'inverse, dans les machines non triviales, les opérations dépendent des états internes de la machine, qui sont eux-mêmes influencés par les états précédents. Même pour les plus simples de ces types de systèmes, il est presque impossible de faire, à partir de certaines grandeurs d'input, des prévisions fiables de grandeurs d'output. Et Edgar Morin d'appliquer la « conjecture de von Foerster » à la vie sociale, en donnant l'exemple de Mikhaïl Gorbatchev :

« La vie sociale exige que nous nous comportions comme des machines triviales. Bien entendu, nous n'agissons pas comme des purs automates, nous recherchons des moyens non triviaux dès que nous constatons que nous ne pouvons pas arriver à nos fins. L'important, c'est qu'il arrive des moments de crise, des moments de décision, où la machine devient non triviale : elle agit d'une façon que l'on ne peut pas prédire. Tout ce qui concerne le surgissement du nouveau est non trivial et ne peut pas être prédit à l'avance. Ainsi, lorsque les étudiants chinois sont dans la rue par milliers, la Chine devient une machine non triviale... En 1987-89, en Union soviétique, Gorbatchev se conduit comme une machine non triviale ! Tout ce qui s'est passé dans l'histoire, notamment à l'occasion de crises, sont des événements non triviaux qui ne peuvent être prédits à l'avance » (Morin 1990, p. 109).

Toute la question que je souhaite examiner est soulevée par cette affirmation d'Edgar Morin. Au regard des prévisions géostratégiques qu'alimentaient les craintes de conflit mondial au début des années 1980, Mikhaïl Gorbatchev fut l'Imprévu, avec un I majuscule. En amorçant des réformes politiques et économiques majeures, qui ont eu pour prix la fin de l'Union soviétique dont il était pourtant le dirigeant, et en prenant l'initiative, en pleine période de tension est-ouest, d'un désarmement unilatéral, il a pris à contre-pied la logique de montée vers la guerre dans laquelle Américains et Russes semblaient s'être enfermés. Il a ainsi inauguré une période de détente internationale que personne n'aurait envisagé dans les années précédant son arrivée au pouvoir. Période qui a notamment été marquée par la réunification de l'Allemagne et l'entrée dans l'Union européenne des pays d'Europe de l'est jusqu'à pris dans l'orbite soviétique.

Pour autant, et au risque de paraître prophétiser le passé, les choix effectués par Mikhaïl Gorbatchev (et qui lui ont valu son impopularité dans son propre pays) étaient-ils entièrement imprévisibles ? Plus précisément, dans la modélisation du système-monde que je proposais à l'époque, et bien que mes prédictions eussent inclus la forte

probabilité d'une guerre et d'une invasion soviétique de l'Europe, peut-on reprendre mon raisonnement pour donner leur place, y compris aux choix stratégiques en apparence paradoxaux du dirigeant soviétique ?

Serge Finck, qui me fait l'amitié de préfacer la réédition récente de mon essai (Finck 2022), souligne que la capacité prédictive de l'ouvrage repose sur une application implicite de la théorie des jeux non coopératifs aux raisonnements que tiennent les acteurs dirigeants des principales régions du monde, au sein d'un système international complexe, caractérisé par des relations d'interdépendance. Il résulte de ces calculs réciproques que tous les scénarios projetés à l'époque sur l'état du monde à dix ou vingt ans ne sont pas équivalents : certains sont plus probables que d'autres (et pas forcément ceux qui sont le plus profitables à l'ensemble de la « communauté » internationale).

Or, l'idée que je souhaite développer ici, c'est que les calculs que les acteurs effectuent sur les représentations qu'ils ont des calculs que font les autres acteurs ont un caractère itératif. On peut arrêter le raisonnement sur un premier tour de jeu : c'est le raisonnement de mon essai. Si la configuration qui en résulte n'est pas satisfaisante pour l'un des joueurs, celui-ci peut aussi poursuivre le raisonnement en effectuant un deuxième tour de jeu, amenant à une décision qui bouscule la première configuration : c'est ce qu'exprime le comportement « imprévu » (imprévu pour les autres joueurs) de Mikhaïl Gorbatchev.

LE CONTEXTE DE CRISE DU DÉBUT DES ANNÉES 1980

Il me faut, pour commencer, rappeler le contexte dans lequel je rédige *La Guerre Demain*. J'écris au cours de l'année universitaire 1979-1980. Alors âgé de 26 ans, jeune assistant de recherche au CNRS, je suis détaché pour un an par mon laboratoire auprès de l'Université de York en Grande-Bretagne. C'est aussi l'année où je soutiens ma thèse de doctorat en psychologie. Bien qu'ayant également une formation en sciences politiques, je ne suis nullement un spécialiste des questions de géopolitique. L'ouvrage est un essai rédigé par un jeune Français qui découvre son pays tel que l'on peut le voir de l'étranger. Les questions de politique intérieure intéressent le jeune homme que je suis alors, et elles acquièrent un sens nouveau de s'inscrire dans les mouvements plus amples du monde : la mondialisation, qui fait partie de notre quotidien aujourd'hui, n'est pas encore perçue par le grand public, il faudra attendre l'arrivée d'Internet à la fin des années 1990. Psychologue de formation, j'entrevois l'importance, pour la prédiction des situations, de prendre en compte les calculs qu'effectuent les acteurs sur les calculs les uns des autres : cette perspective est centrale dans mon essai, on ne la trouve pas dans les travaux de prospective de la même époque, malgré l'approche systémique de certains, et c'est ce qui me pousse à écrire.

Le contexte politique en France est celui de l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République (1981). À l'international, il est encore celui de la bipolarisation du monde entre est et ouest, organisée autour de l'antagonisme entre États-Unis et Union soviétique. La période de la Guerre froide avait laissé place à la Détente, à partir de 1963 (à l'issue de la crise des missiles de Cuba). Mais la course aux armements ne s'était pas interrompue et l'Union soviétique avait gagné des places, notamment en Afrique (Mozambique, Angola, Éthiopie...). La Détente s'interrompt avec la crise des Euromissiles (1977) et l'invasion soviétique en Afghanistan (1979).

Dans ce contexte de regain des tensions, et que par symétrie avec la Guerre froide on a parfois appelé la « Paix chaude », période qui court de 1977 jusqu'au milieu des années 1980, la crise des Euromissiles intéresse directement le théâtre européen. Jusque-là, celui-ci avait été sanctuarisé par l'arme nucléaire stratégique (la frappe de l'un entraîne la riposte de l'autre dans des proportions qui les détruisent tous deux). Mais à partir de 1977, les Soviétiques déploient les SS-20, des missiles nucléaires tactiques de portée intermédiaire qui permettent de neutraliser des objectifs militaires ou industriels précis, et non des cités entières. En 1979, l'OTAN décide de moderniser dans le même sens ses forces nucléaires de théâtre en Europe, en installant des missiles Pershing. Ceux-ci, cependant, ne commenceront à être déployés qu'en 1983, tandis que des négociations se poursuivent entre est et ouest pour un retrait bilatéral. Il existe donc entre 1977 et le milieu des années 1980 ce que les stratèges appellent une « fenêtre de vulnérabilité » qui permettrait techniquement aux Soviétiques d'envahir l'Europe sans que les États-Unis puissent y opposer des moyens de défense à hauteur comparable.

Le climat est celui de la crainte d'une guerre pouvant avoir l'Europe même pour théâtre, avec usage possible d'armes nucléaires tactiques. Les spécialistes des questions de géostratégie sont partagés sur les intentions de l'Union soviétique. Les uns estiment qu'une guerre à leurs frontières serait contraire à leurs options jusque-là affi-

chées, qui sont une expansion indirecte par les pays du Tiers monde. Si cependant la guerre sur un théâtre européen est possible « techniquement », il faut analyser les facteurs qui la rendent improbable « politiquement ». D'autres experts, donc, l'ancien président Nixon en tête (Nixon 1980), pensent que l'Union soviétique mène déjà une guerre de fait qui a abouti à son expansion et que rien ne les arrêtera. Cette position est la plus communément partagée, plusieurs auteurs publient des essais qui titrent explicitement sur la Troisième Guerre mondiale dont les Soviétiques nous menaceraient (Hackett 1978 [1980], Close 1981).

Mon essai est une réponse à ces ouvrages, tous parus en France en 1980-81, qui dénoncent l'expansionnisme soviétique, selon un schéma de pensée que je considère déjà à l'époque comme trop facilement binaire. Leur position est que la Troisième Guerre mondiale a déjà commencé et qu'un conflit armé est probable sur un théâtre qui irait de l'Europe au Moyen Orient. J'exprime certes les mêmes inquiétudes. Mais pas pour les mêmes raisons.

AU-DELÀ DES APPARENCES : INTÉRÊTS ET ANTAGONISMES OBJECTIFS

Comme le souligne Serge Finck (2022), mon raisonnement est à rapprocher de la théorie des jeux non coopératifs. Jeune psychologue, je n'ai pourtant à l'époque qu'assez peu de lectures en la matière, et notamment je n'ai pas encore lu *L'acteur et le système*, de Michel Crozier et Erhard Friedberg, paru en 1977 et auquel j'aurais pu tout-à-fait me référer. L'exercice consiste pour moi plus simplement à essayer de me mettre à la place des décideurs politiques nationaux quand ils évaluent où se trouve l'intérêt de leur pays, et quand ils calculent leurs options en fonction des connaissances dont ils disposent, et de ce qu'ils peuvent logiquement deviner des options et choix prévisibles des autres décideurs à partir des mêmes connaissances.

Pour alimenter ces calculs, plusieurs études prospectives internationales ont été publiées au courant des années 1970, dans un mouvement d'intérêt pour les approches systémiques : le rapport Maedows sur les limites à la croissance (Maedows & al. 1972), le rapport de Wassily Leontief à la demande de l'ONU (Leontief & al. 1977), le rapport de Jacques Lesourne à la demande de l'OCDE (Lesourne 1979). Ces rapports ont en commun de proposer plusieurs scénarios pour l'avenir à l'horizon des années 2000, laissant aux politiques le soin de discuter du meilleur possible pour le monde. Mon idée est d'aller plus loin, en faisant l'hypothèse que les acteurs ont tous en main ces différentes études, mais qu'ils ne se concertent pas vraiment pour se diriger vers le meilleur possible. Comme dans un jeu dans lequel chacun dispose de pièces et de ressources différentes, ils ne sauraient tous tenir le même raisonnement. En fonction de ce qu'ils anticipent des calculs des autres, ils seront plus ou moins nombreux à tendre vers tel scénario plutôt que tel autre. D'où se déduit que certains scénarios sont plus probables que d'autres, rendant ainsi davantage prédictif l'exercice de prospective.

Il en résulte aussi que les apparences ne rendent pas forcément compte des calculs géostratégiques que l'on doit logiquement prêter aux décideurs politiques. Ma position est à l'époque contre-intuitive dans le climat de tension est-ouest qui attribue à l'Union soviétique des projets expansionnistes, selon un schéma binaire dessinant un camp des méchants et un camp des gentils. Pour moi, les États-Unis ont également un intérêt objectif à la guerre, parce qu'en fait, celle-ci affaiblirait un concurrent économique, l'Europe, qui pèse depuis les années 1970 autant qu'eux dans la production brute mondiale, et qui est en train de devenir la première région économique du monde. Certes, cette concurrence économique serait insuffisante à motiver, en tous cas à justifier idéologiquement, une guerre directe entre Europe et États-Unis : les uns et les autres sont des alliés historiques depuis plus d'un siècle, et depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale au sein de l'OTAN. Pour autant, les Américains seraient-ils motivés à intervenir aux côtés des Européens en cas de conflit ? Du moins, à intervenir efficacement, et tout de suite, au-delà de la seule fourniture d'équipements militaires ? Les Soviétiques, de leur côté, sont en droit de penser que, justement, les Américains n'interviendraient pas en cas d'invasion de l'Europe et peuvent être tentés par une aventure rapide, si elle reste dans les limites d'une guerre conventionnelle ne justifiant pas de presser le bouton rouge de la guerre nucléaire totale. Toutefois, leur économie ne suivrait pas, une telle guerre les fragiliserait face à la montée d'une nouvelle puissance, la Chine. Les Russes ont donc des intérêts objectifs (culturels, économiques) qu'ils partagent avec les Européens. On notera au passage qu'une bonne partie de ce raisonnement d'alors est encore d'actualité aujourd'hui. Depuis, d'autres auteurs plus connus ont repris l'idée d'un déclin américain qui expliquerait une politique extérieure créant l'instabilité pour maintenir leur rôle de gendarme du monde, en particulier Emmanuel Todd (2002).

Il faut insister sur ce que le calcul stratégique inspiré par la théorie des jeux non coopératifs peut avoir de contre-intuitif. D'une part, le raisonnement ne s'encombre pas de présupposés moraux ou de considérations de sympathie ou d'antipathie. Il fait ainsi ressortir un antagonisme objectif entre des acteurs, les Européens et les Américains, qui sont pourtant des alliés historiques sur la durée du XX^e siècle, à l'occasion des deux conflits mondiaux et face à l'Union soviétique pendant la Guerre froide. L'idée émise dans mon essai, que les Américains pussent nous « lâcher » en cas de conflit avec l'Union soviétique était scandaleuse... Ils ont toujours été à nos côtés dans l'adversité et les « boys » ont été nombreux à payer de leur vie l'implication de leur pays dans la libération de notre sol, où beaucoup reposent dans des cimetières loin de chez eux. Il existe cependant en France un courant qui, dans une filiation à la position du général de Gaulle, et sans nier ce dont la France est redevable au peuple américain, reste circonspect sur les mobiles de leurs dirigeants. Notamment, l'on peut rappeler que leur intervention dans les deux conflits mondiaux, si elle fut décisive, fut à chaque fois tardive, qu'elle ne toucha pas le sol américain, qu'elle leur coûta donc en proportion moins qu'à leurs alliés et que l'aide prodiguée bénéficia après chaque guerre à leur hégémonie.

Semblablement, si l'on admet une guerre en Europe, évoquer comme je le fais dans mon essai un rapprochement entre Russes et Européens qui interviendrait tout de suite après, est tout aussi contre-intuitif. On pourrait d'ailleurs dire la même chose aujourd'hui de ce qui devrait rapprocher Russes et Ukrainiens après qu'ils auront fini par s'asseoir à la table des négociations. Je réponds à cette objection dans l'ouvrage, en donnant l'exemple de l'état des esprits dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, et a fortiori pendant la durée de cette guerre : quelqu'un qui aurait prédit que dix ans plus tard, la France et l'Allemagne, réconciliées, seraient l'axe fondateur d'un espace européen de paix et de prospérité aurait été considéré comme un doux rêveur, sinon un traître, en tout cas pas comme un visionnaire. Il en est de même à l'époque où j'écris : une guerre en Europe affaiblirait d'abord les pays européens et les Russes eux-mêmes, au bénéfice des États-Unis et de puissances montantes comme la Chine ; ce serait une guerre conduite pour des motifs étrangers à leurs intérêts réels. Ceci vaut également aujourd'hui pour le conflit russo-ukrainien : quoi que finiront par obtenir les belligérants, les deux parties en sortiront affaiblies et davantage dépendantes économiquement de leurs « alliés ».

PRÉDIRE LE SYSTÈME-MONDE : LE MODÈLE « INTERFUTURS » (1979)

Sur quoi s'étaye la position ci-dessus ?

Les années 1970 voient donc paraître une série de grandes études prospectives qui s'essayaient à décrire le monde tel qu'il pourrait être en l'an 2000 (Maedows & al. 1972, Leontief & al. 1977, Lesourne 1979). C'est l'époque où les ordinateurs commencent à être capables de traiter des données multiples reliées par des équations également multiples, suscitant un engouement pour les simulations informatiques qui permettent de prédire le comportement d'un système complexe.

Les décideurs politiques se montrent évidemment friands de ces projections qui devraient leur permettre de mieux prévoir les avenir possibles et de faire des choix entre différents chemins qui y mènent. Les trois rapports que je cite expriment d'ailleurs, dans leurs démarches respectives, l'évolution des approches dans le domaine. Le rapport Maedows de 1972 procède en décrivant des lois d'évolution de certains paramètres en fonction d'autres qui leur sont liés. La perspective est : voici ce qui va se passer si l'on ne fait rien. Il laisse les décideurs en dehors du modèle.

Wassily Leontief rend en 1976 un rapport à la demande de l'ONU en inversant le raisonnement : si je veux que ça se passe autrement, qu'est-ce que je dois faire ? L'objectif est de réduire de moitié, de 1970 à 2000, l'écart du revenu par tête entre pays riches et pays pauvres. En utilisant la méthode des scénarios, il détermine ce qu'il faut faire pour y parvenir de la manière la plus vraisemblable et la moins coûteuse. Le modèle inclut implicitement un décideur qui ne prend qu'une seule (bonne) décision.

Le rapport « Interfuturs » de Jacques Lesourne à la demande de l'OCDE en 1979 inclut lui aussi la décision politique comme une des données à prendre en compte, mais il propose plusieurs scénarios en fonction de plusieurs possibilités de choix que peuvent faire les décideurs. C'est ce rapport qui retient mon attention pour la rédaction de mon propre essai. Je pars en effet de l'idée que les dirigeants des grandes régions du monde ont tous en main les

conclusions de cette étude, qu'ils ont d'une certaine façon commanditée collectivement, mais qui leur laisse à chacun le loisir d'effectuer ses propres choix séparément.

La question semble alors de savoir quel est le scénario le plus probable pour l'avenir : a priori, se dit-on, ce devrait être le plus favorable à tout le monde, ou à défaut celui qui aura la préférence du plus grand nombre.

Le tableau ci-après donne les résultats de la simulation en termes de niveau de vie des populations, celui-ci étant exprimé par le produit intérieur brut par tête. On voit d'emblée que tous les scénarios ne sont pas aussi avantageux les uns que les autres, et que les pays de l'OCDE, qui sont à l'époque la locomotive économique du monde, devraient faire converger leurs efforts vers la réalisation du scénario 1, qui assure les meilleures perspectives à leurs populations.

SCÉNARIOS	PIB PAR TÊTE (dollars 1970)				
	1975	2000			
		1	2	3	4
Amérique du Nord États-Unis	5 132	9 870	8 130	7 780	8 450
Canada	4 531	8 730	7 020		
Europe Occidentale CEE	2 752	7 960	6 110	4 450	5 680
Hors CEE	1 049	3 950	3 420	1 790	2 800
Japon	2 371	10 260	8 230	3 590	7 560
Australie / Nouvelle Zélande	2 568	5 600	4 910	4 020	5 490
OCDE	3 044	8 000	6 470	4 880	5 630
URSS / EUROPE DE L'EST	1 700	5 330	5 080	4 730	5 080
Amérique Latine	745	2 300	2 040	1 730	1 950
Asie du Sud	101	210	184	148	160
Asie du Sud-Est	224	720	620	510	580
Chine	256	800	1 940	710	800
Afrique du Nord / Moyen-Orient	845	2 450	800	1 680	1 940
Afrique subsaharienne	164	380	266	223	360
TOTAL TIERS-MONDE	290	860	790	656	750
TOTAL MONDE	960	2 210	1 920	1 530	1 850

Ces scénarios divergent en effet parce qu'ils tiennent compte de différentes hypothèses en fonction des orientations stratégiques des décideurs des grandes régions du monde. Précisons qu'ils n'intègrent pas les limites physiques de la croissance, car jusqu'en 2000 elles n'ont pas d'incidence. Par ailleurs, les régions sont traitées comme des ensembles comparables, alors qu'elles n'ont pas le même degré d'intégration politique : l'Amérique du nord est quasiment l'État fédéral des USA, la Chine est un seul État, alors que l'Europe occidentale est morcelée en une vingtaine d'États qui conservent une bonne part de leur indépendance décisionnelle. Nonobstant ces approximations, le découpage régional exprime tout de même des cohérences géographiques, économiques et culturelles dont on peut penser qu'elles incitent les pays d'une même région à se concerter dans leurs décisions.

Examinons les conditions qui déterminent l'orientation vers tel ou tel de ces quatre scénarios. Le scénario 1, le plus optimiste, repose sur l'hypothèse d'une bonne gestion des conflits sociaux à l'intérieur des différentes régions et d'une coopération internationale à l'extérieur.

Un retard pris dans les accords commerciaux, une moins bonne gestion à l'intérieur conduisent à modérer cet optimisme. C'est le scénario 2, dont la structure est cependant la même : amélioration du revenu individuel, amélioration de la situation du tiers monde, émergence de pôles économiques nouveaux (Brésil, Chine, Asie du sud-est).

Le scénario 3 est celui d'un monde de tensions internationales est-ouest et nord-sud, qui sont défavorables à tout le monde, obligent les protagonistes à chercher et à resserrer les alliances. Ce scénario, on le voit, dessert particulièrement l'Europe et le Japon, davantage dépendants de leurs ressources extérieures.

Dans le scénario 4, les grandes régions font bande-à-part, Europe et Japon sauvent leur mise en se dégageant des contraintes de leur alliance avec les États-Unis et passent des accords séparés avec le bloc de l'est et le Moyen-Orient pour leurs fournitures en matières premières.

On comprend que le modèle du rapport « Interfuturs » est incitatif (en faveur de certains scénarios plutôt que d'autres), mais n'est pas prédictif : il décrit plusieurs futurs probables parmi les possibles. La réalisation effective d'un de ces scénarios au détriment des autres dépend des décisions des acteurs politiques nationaux, décisions dont le modèle ne préjuge pas : la décision politique, et le jeu des acteurs entre eux pour y arriver, sont laissés en dehors du modèle.

LE RAISONNEMENT STRATÉGIQUE DES ACTEURS

C'est à cet endroit que mon essai faisait un pas de plus dans l'approche prospective, en intégrant les calculs que pouvaient faire les décideurs sur la base de ces scénarios. Pour affiner la prédiction, on s'engage alors dans un raisonnement inspiré de la théorie des jeux non coopératifs.

Ce qui est intéressant, dès l'abord, c'est que l'on n'a pas besoin de discuter la pertinence des chiffres annoncés dans le rapport « Interfuturs ». Qu'ils soient vrais ou erronés, l'important c'est qu'ils sont la matière qui informe les dirigeants. Ce qui compte, ce sont les calculs que font les uns sur les calculs qu'ils pensent que font les autres, à partir de données qui sont les mêmes pour tous et supposément connues de tous. On est confronté là au paradoxe de l'observateur (Braccini & Petitjean 2022), auquel je n'échappe pas moi-même en tant qu'auteur d'un essai de prospective, car les modèles ne décrivent pas le système : ils sont eux-mêmes, ainsi que les experts et chercheurs qui les formalisent, un sous-système d'information qui fait partie du système étudié.

Commençons par envisager le raisonnement que doivent logiquement tenir les décideurs en prenant connaissance du rapport « Interfuturs ». Leurs calculs ne vont pas seulement prendre en considération le niveau de vie optimal pour leurs populations, mais aussi la puissance que peut atteindre le pays comparé aux autres. Un indicateur de cette puissance, c'est le produit intérieur brut du pays. Il faut donc considérer un autre tableau, celui du PIB, en valeur absolue, mais surtout en pourcentage dans le PIB mondial. C'est ce que résume le tableau suivant.

SCÉNARIOS	EN % DU PIB MONDIAL				
	1975	2000			
		1	2	3	4
Amérique du Nord États-Unis	28,7	21	20	24	21
Canada	2,7				
Europe Occidentale CEE	18,5	21	19	16	18
Hors CEE	4,0				
Japon	6,8	10	10	5	9
Australie / Nouvelle Zélande	1,3	1	1	1	1
OCDE	62,0	53	50	47	49
URSS / EUROPE DE L'EST	15,9	16	18	20	18
Amérique Latine	6,2	10	10	11	10
Asie du Sud	2,2	2	2	2	2
Asie du Sud-Est	2,2	4	4	4	3
Chine	5,6	7	8	9	8
Afrique du Nord / Moyen-Orient	3,9	6	6	6	6
Afrique subsaharienne	1,3	2	1	1	2
TOTAL TIERS-MONDE	21,6	31	32	33	32
TOTAL MONDE	100	100	100	100	100

On constate d'emblée que ce tableau fait ressortir, pour les 25 ans qui suivent la publication du rapport, des transformations importantes dans la répartition de la puissance économique entre les différentes régions du

monde. En particulier, alors que le tableau précédent pouvait convenir à tout le monde au regard de l'évolution du niveau de vie, et ce quel que soit le scénario, on voit par contre dans ces chiffres-ci que les États-Unis doivent prévoir un déclassement important au cours du dernier quart du XX^e siècle. Cette prévision est une donnée majeure qui éclaire la politique extérieure des États-Unis au cours de la période qui va suivre, et jusqu'à aujourd'hui.

On a vu que les scénarios les plus optimistes en termes d'évolution du niveau de vie dans le monde (PIB par tête) sont les scénarios 1 et 2, qui supposent une entente entre les pays développés pour la gestion des intérêts et des conflits. Mais ce sont aussi ceux qui sont les plus défavorables aux États-Unis en termes de poids économique (et donc politique) relatif sur la scène mondiale. On pourrait traduire ce tableau dans une matrice des gains comparés, telle qu'en usage en théorie des jeux. Le « joueur » États-Unis ne peut qu'être tenté de choisir une politique orientée vers l'obtention des résultats du scénario 3, dans lequel ils représentent encore 24 % du PIB mondial en l'an 2000, avec de loin le niveau de vie le plus élevé du monde.

Mais ce scénario, rappelons-le, est un scénario de tensions internationales est-ouest et nord-sud, dans lequel les deux grandes puissances de l'après-guerre contraignent leurs partenaires à resserrer leurs alliances sous leurs parapluies défensifs respectifs. Pour l'Europe et, surtout pour le Japon, ce scénario est catastrophique en termes de puissance économique, et surtout de niveau de vie, en raison notamment de leur absence d'indépendance énergétique (on saisit du même coup ce qu'avait de visionnaire la politique d'indépendance nucléaire, militaire et civile, du général de Gaulle pour la France).

Les décisions politiques ne sont cependant pas des jeux « à un seul coup » : les « joueurs » interagissent et décident en fonction des coups précédemment joués par les autres. Et, plus précisément encore, ils décident en fonction de ce qu'ils prévoient que les autres vont décider. Ce sont des jeux séquentiels.

En l'occurrence, à la lecture des tableaux ci-dessus, les « joueurs » Europe et Japon peuvent anticiper quel sera le choix des États-Unis, et qu'ils ne pourront s'entendre avec eux. Ils sont logiquement obligés de faire des choix qui vont dans le sens d'un scénario d'éclatement du monde en pôles multiples (scénario 4).

Le scénario du « chacun pour soi » n'est le meilleur possible pour personne, mais c'est celui que nous connaissons depuis une cinquantaine d'années. Comme dans le cas de figure, bien connu en théorie des jeux, du « dilemme du prisonnier » (Poundstone 1992), les joueurs n'agissent pas forcément en fonction de leurs objectifs et de ce qui serait le plus profitable à tous et à chacun, mais en fonction des informations dont ils disposent, et de leurs marges de manœuvre dans le système leur permettant de maintenir autant de degrés de liberté que possible.

LA CAPACITÉ PRÉDICTIVE DU MODÈLE

Avant d'aborder ce que l'on pourrait considérer comme le « tour de jeu » de Mikhaïl Gorbatchev dans cette partie à plusieurs joueurs, je souhaite tout de même insister sur l'intérêt d'une modélisation qui fait tenir aux acteurs d'un système complexe un raisonnement stratégique sur les calculs qu'ils peuvent faire les uns sur les calculs possibles des autres, à partir des informations dont tous disposent sur le système en question. Les scénarios des rapports de prospective déjà cités constituent un premier niveau de modélisation. Ce que les décideurs (les « joueurs ») en font à l'issue de leurs interactions et de leurs calculs peut être également formalisé en un méta-modèle du précédent. Et comme on l'a vu, il en résulte une réduction des probables, l'un des scénarios ayant plus de chance de se réaliser que les autres.

Quelle a été, à cet égard, la capacité prédictive du tableau qu'en 1983 mon ouvrage brossait du monde à l'horizon de l'an 2000 ? Un certain nombre des évolutions qu'il avait prévues se sont effectivement réalisées.

1. La fin de la partition duelle du monde entre est et ouest, et la multipolarisation du monde

Le devenir multipolaire du monde n'est pas une originalité de l'ouvrage. L'émergence de nouveaux pôles de puissance dans le monde, la Chine en particulier, était déjà annoncée dans les études déjà citées de l'époque, dont le rapport de Wassily Leontief pour l'ONU (Leontief & al. 1977) et le rapport « Interfuturs » pour l'OCDE (Lesourne 1979). Mon originalité aura été de raisonner sur les divergences d'intérêts et la conflictualité qu'implique cette multipolarisation, là où les rapports commandités par des organismes internationaux étaient portés à souli-

gner davantage les convergences, les bénéfices d'une coopération et d'une coordination des États pour un monde meilleur. Dès lors que l'on intègre dans la modélisation le jeu des acteurs, les études en question nourrissent en fait des calculs séparés de la part de ceux-ci, qui peuvent s'avérer antagoniques les uns des autres.

2. L'interdépendance économique des acteurs nationaux et régionaux dans un monde globalisé

Cette évolution est elle aussi déjà décrite par les prospectivistes de l'époque, notamment par Jacques Lesourne, qui s'intéresse tout particulièrement aux problèmes que soulèvent l'interdépendance et l'instabilité dans les systèmes complexes. Cette interdépendance a un effet régulateur des logiques conflictuelles auxquelles peuvent conduire les divergences d'intérêt entre acteurs. La guerre devient malaisée quand l'ennemi est également un client et un fournisseur : tous les coups portés à l'adversaire ont un prix à payer en retour pour celui qui les porte, puisque chacun des adversaires a investi dans l'économie de l'autre. Cette donnée est d'ailleurs très sensible aujourd'hui, car cette interdépendance s'est approfondie. Elle explique par exemple que l'arme diplomatique des « sanctions économiques » a peu d'effets concrets, en tous cas à court terme dans un conflit en cours, alors que ces sanctions pénalisent celui qui les applique. L'exemple aujourd'hui du gaz russe est emblématique : les Européens qui boycottent la Russie la privent certes d'une source de revenus, mais se privent eux-mêmes d'une ressource indispensable à leurs appareils productifs et au confort des ménages. De surcroît, les pays européens sont diversement dépendants de cette fourniture russe, la sanction les impacte inégalement, et a donc pour effet de les diviser sur les mesures à prendre. Par surcroît, l'Europe dans son ensemble est plus affectée par ce dispositif des sanctions que ne le sont les États-Unis, plus indépendants des ressources russes. L'interdépendance des adversaires est ainsi un paramètre qui trouble la stratégie et divise les alliés. Ce facteur me permettait de pronostiquer à l'époque qu'une guerre était possible en Europe, mais qu'elle confronterait rapidement les belligérants aux conséquences de leur affaiblissement mutuel dans un monde multipolaire où les autres acteurs, non impliqués, se contenteraient de compter les coups avant de profiter du résultat.

3. L'éclatement de l'Union soviétique après la chute du Mur de Berlin en 1989

Cet effondrement n'était pas prévu par les autres modèles, qui prédisaient au contraire un renforcement du bloc de l'est, et brossaient un tableau de l'Union soviétique au sommet de sa puissance. Je reprenais au contraire la vision éclairante d'Hélène Carrère d'Encausse, qui annonçait à l'époque « l'éclatement de l'empire » (Carrère d'Encausse 1978). Cependant, la chute de l'Union soviétique est intervenue avant que ne puisse se réaliser le scénario tel que je l'envisageais, à savoir l'invasion de l'Europe. Cette défaillance de la prédiction rendait caduc le titre de l'essai... sauf à considérer que la guerre russo-ukrainienne rejoue aujourd'hui l'épisode manqué, les conditions géostratégiques restant structurellement les mêmes qu'alors.

4. La démocratisation et l'élévation du niveau de vie à l'est

L'hypothèse était qu'à mesure qu'elles se développent économiquement, les sociétés complexes impliquent des acteurs plus diversifiés et interdépendants, qui peuvent négocier leur participation. Plus la société évolue, plus le niveau de vie augmente, et plus elles tendent vers des formes de résolution négociée des différends, la démocratie à l'intérieur et l'évitement de la guerre à l'extérieur. C'est dans ce sens qu'a opéré la construction européenne depuis le milieu du XX^e siècle, créant un espace de paix et de prospérité inédit. Cette évolution a effectivement joué de même pour les pays de l'est, elle est cependant plus prononcée dans les pays européens de l'ex-bloc de l'est ayant adhéré à l'Union européenne. Elle aurait dû l'être en Russie aussi, dans le cadre d'un espace transatlantique élargi à la Russie : c'est là un rendez-vous manqué entre Occidentaux et Russes, qui est sans doute l'un des facteurs de la situation internationale actuelle.

5. L'Europe géant économique et l'affirmation des divergences entre Europe et États-Unis

L'Union européenne des 12 en 1986 s'étend aujourd'hui à 27 États membres. Elle est peuplée de 446 millions d'habitants, et est la troisième puissance économique mondiale par son PIB, derrière les États-Unis et la Chine. « Géant économique, mais nain politique », pour reprendre la formule tant utilisée de l'ex-premier ministre belge Mark Eyskens, l'Europe peine à affirmer son indépendance en tant qu'entité régionale, notamment vis-à-vis des

États-Unis. Les divergences d'intérêts économiques et politiques avec les États-Unis se manifesteront cependant dans les positions de l'Allemagne et de la France sur le Moyen-Orient, au moment de la Seconde Guerre du Golfe. La perception de cette divergence d'intérêts explique la position française actuelle qui, tout en soutenant l'Ukraine y compris en matériel militaire, maintient le contact avec la Russie, à l'encontre des discours plus explicitement belliqueux des Américains et des Britanniques, et des qualificatifs dont ils gratifient le président Poutine.

6. Le poids grandissant de la Chine et le déclin américain

La montée en puissance de la Chine et le déclin américain étaient pressentis comme des facteurs objectifs de guerre, qui sont devenus évidents aujourd'hui. Si mon essai d'il y a quarante ans présente une certaine actualité, c'est d'abord dans l'invitation à s'extraire des cadres de pensée binaire dans lesquels nous sommes, encore aujourd'hui, une dynamique conflictuelle héritée de l'antagonisme passé est-ouest. Les conflits comme la guerre russo-ukrainienne, en particulier depuis que la Russie représente moins de 2% du PIB mondial, doivent être situés dans le contexte étendu des enjeux stratégiques entre ensembles régionaux. L'Europe et la Russie se trouvent captives d'intérêts et de discours qui sont ceux de puissances extérieures au théâtre européen, que le conflit n'affecte pas directement : principalement la Chine, qui est la puissance montante, et les États-Unis, qui cherchent à maintenir leur prépondérance politique dans le monde, alors que leur poids économique diminue inexorablement.

LA « PARTIE » JOUÉE PAR MIKHAÏL GORBATCHEV

Au jeu de la prédiction, le tableau du futur que je proposais (qui est aujourd'hui notre présent) supporte donc plutôt bien la comparaison avec d'autres. Nous en arrivons cependant au « moment Gorbatchev » qui fait effectuer à la prospective sa sortie de route. Car le scénario que j'entrevois comme probable était un épisode de guerre conventionnelle en Europe, en raison des tensions existant autour de la question des Euromissiles. Ce passage par la guerre n'était certes qu'une hypothèse, que je formulais avec toute la prudence rhétorique voulue, mais tout de même, il justifiait le titre de l'ouvrage.

Pourquoi la guerre était-elle de mon point de vue probable dans les années 1980 ? Les Soviétiques bénéficiaient d'une fenêtre de vulnérabilité leur permettant techniquement d'envahir l'Europe : ils auraient dû en saisir l'opportunité, dans un contexte de méfiance mutuelle qui était celui de la fin de la Détente. La situation économique à l'est se prêtait aussi à la tentation classique des gouvernants qui est de résoudre une crise interne en mobilisant le peuple dans le conflit contre un ennemi (Johler, Raphaël & Schmoll 2009). Au final, cet épisode de guerre conventionnelle, avec une possible période d'occupation de l'Europe par les Soviétiques, ne remettait cependant pas en question les prédictions ci-dessus. Car il aurait conduit l'URSS à devoir mobiliser d'importantes ressources, moins pour envahir que pour ensuite contrôler un territoire plus peuplé que le sien, ce qui aurait précipité la crise économique qui devait, de toutes façons, mettre fin à l'Union soviétique. À terme, l'option guerrière n'était donc en rien une solution. Mais il est vrai que le raisonnement des acteurs en présence y conduisait, ne fût-ce qu'en raison de l'intérêt objectif des États-Unis. En effet, toujours à cause du jeu des calculs sur les avantages comparés des scénarios du futur, ces derniers étaient logiquement conduits à y voir une opportunité d'affaiblir leurs partenaires-concurrents européens aussi bien que l'adversaire soviétique.

Or, cette logique guerrière se trouve avoir été désamorcée à l'époque par les successeurs de Leonid Brejnev, Mikhaïl Gorbatchev en tête, et il faut bien le dire, à la surprise de tout le monde, à commencer par les Occidentaux. Dans un contexte qui enfermait les opinions dans la peur de l'ennemi, Mikhaïl Gorbatchev a été l'initiateur de réformes à l'intérieur et d'une seconde Détente à l'extérieur, qui sont l'équivalent de ce qu'en thérapie systémique on appellerait une intervention paradoxale, déjouant les attentes réciproques des acteurs en présence.

C'est dans ce contexte qu'Edgar Morin qualifie Mikhaïl Gorbatchev de « machine non triviale ». Il semble bien, en effet, que le « moment Gorbatchev » démontre là l'impossibilité d'une prévision dans la dynamique des systèmes complexes, et condamne ainsi, non seulement le modèle que je proposais, mais toute démarche prospective en général.

La question que je soulève ici est cependant de savoir si le « coup » que joue Gorbatchev à ce moment-là nous fait effectivement sortir du jeu, ou s'il ne fait pas encore partie du raisonnement itératif prévu par ce dernier. Les Russes, c'est de notoriété commune, sont des joueurs d'échecs redoutables. Mikhaïl Gorbatchev, en provoquant

ainsi la surprise, a-t-il en quelque sorte renversé le plateau et les pièces du jeu, ou bien continue-t-il à jouer la partie, mais à sa manière, parce qu'il a en tête un ou plusieurs coups d'avance sur les autres joueurs ? Leur surprise ne serait que l'expression de ce qu'ils ne voient pas toutes les configurations et options possibles.

Mon raisonnement vise à réinscrire la partie jouée par Mikhaïl Gorbatchev dans une logique qui aurait pu être prévue si l'on avait suivi (moi le premier) jusqu'au bout le raisonnement itératif prévu par le « jeu ». Rappelons en effet que le scénario prospectif que je proposais tire sa capacité prédictive du raisonnement itératif que tiennent chacun des protagonistes sur les raisonnements qu'ils supposent que tiennent les autres. L'itération fonctionne dans un jeu séquentiel (i.e. à plusieurs tours) à somme non nulle, chaque coup joué par un joueur déterminant les options des autres, avec la possibilité pour chaque joueur (du fait que tous partagent des connaissances communes) d'anticiper les coups que leurs adversaires, non seulement peuvent jouer, mais ont intérêt ou non à jouer.

Or, dans le scénario de *La Guerre Demain*, le « plateau de jeu » fourni par les tableaux prévisionnels précédemment cités donne lieu à plusieurs tours de jeu. Ou, plus exactement, tout le monde joue en même temps, mais en tenant compte de plusieurs itérations du raisonnement. Le premier « tour » de ce raisonnement, suite à une distribution de cartes désavantageuse du point de vue des États-Unis, incite ces derniers à choisir un scénario de tensions internationales bipolaires. Le deuxième tour consiste, pour l'Europe et le Japon, à devoir éviter ce scénario en se démarquant des États-Unis et en poursuivant leur propre développement dans un monde multipolaire. Le raisonnement s'arrête sur les conséquences éventuellement polémogènes de la partie ainsi engagée.

Mais pourquoi s'arrêter, alors que les Soviétiques n'ont pas encore joué leur tour, et que s'ils se laissent ainsi conduire par les options des Occidentaux, l'issue de la partie leur est défavorable ? Un troisième tour est-il jouable ? Auquel cas c'est à eux de le jouer, sur la base des mêmes informations dont disposent leurs adversaires : les études prospectives précitées... mais aussi le raisonnement que je tiens moi-même sur ces études.

En effet, mon propre raisonnement, présupposant les raisonnements des dirigeants, exprime que d'une certaine façon je fais partie du jeu. C'est le problème du paradoxe de l'observateur, qui en théorie des systèmes, ne peut pas échapper au système qu'il observe (Braccini & Petitjean 2022). Un raisonnement sur les études sur lesquelles les joueurs anticipent leur coup devient à son tour une information à partir de laquelle ils peuvent modifier leur propre raisonnement.

Formulé autrement, Mikhaïl Gorbatchev aurait-il lu Patrick Schmoll, ce qui l'eût conduit à en déduire le destin funeste qu'encourait son pays ? Il serait présomptueux de l'affirmer, et c'est peu probable en fait. Mais il suffit de considérer que les dirigeants russes disposaient des mêmes études prospectives qui me permettaient de prédire un futur défavorable pour l'Union soviétique, pour que, tenant le même raisonnement, ils eussent cherché, en joueurs d'échecs, à anticiper les coups permettant à leur tour de jouer une issue différente de celle que l'on attendait d'eux.

En l'occurrence, Mikhaïl Gorbatchev a tenté la voie d'un rapprochement logique avec l'Europe, ce qu'il appelait la « maison commune européenne ». L'opération qu'il effectua, aussi courageuse que risquée (un désarmement unilatéral, des réformes profondes du régime à l'intérieur) eut pour résultat d'effectivement retourner l'image de la Russie en Occident, ce qui lui valut les honneurs de la presse internationale, y compris américaine. En 1990 lui était décerné le Prix Nobel de la paix. La période de détente que ses initiatives inaugurèrent aurait dû contribuer à un approfondissement des relations économiques et politiques entre Russie et Europe. Cela fut le cas jusqu'à un certain point, avant que les contraintes qui s'exercent sur le système des relations internationales finissent par apparemment reverser le jeu dans l'ornière de la prédiction initiale.

« REPASSEZ PAR LA CASE DÉPART »

Mikhaïl Gorbatchev s'est précocement rendu compte qu'il y avait un enjeu commun dans le rapprochement entre Europe et Russie, dans l'arrimage de la Russie à une Europe dont elle fait partie historiquement et culturellement. Parlant de la « maison commune européenne », il souhaitait pour son pays la formation d'un espace économique et politique assez congruent avec la philosophie française héritée du général de Gaulle, qui pensait l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Un tel horizon, toutefois, était et reste antagonique aux intérêts objectifs des Américains, qui n'auraient pu exercer d'hégémonie sur un tel ensemble. Sans l'ennemi qui la fondait, l'OTAN aurait alors dû disparaître ou intégrer la Russie. La fin de l'URSS, l'adhésion des pays de l'est à l'Union européenne,

auraient dû se traduire par l'approfondissement de la coopération avec la Russie et la formation d'un espace de sécurité commun. Les promesses des Occidentaux en ce sens furent vite oubliées. La Russie n'a jamais arrêté de se sentir menacée sur ses frontières, son économie est descendue à la 11^e place en PIB, au niveau de la Corée du sud. Ce rendez-vous manqué conduit à la situation présente, et donc au retour du spectre d'une guerre qui aurait pu/aurait dû avoir lieu il y a quarante ans. Les sacrifices consentis par Mikhaïl Gorbatchev et le manque de considération en retour de la part des Occidentaux sont, au final, sources d'amertume chez les dirigeants russes, de déconsidération pour les positions modérées, de nostalgie pour la grandeur passée de l'empire.

Aujourd'hui, le décès de Mikhaïl Gorbatchev coïncide hélas avec une relance des risques de guerre en Europe, guerre qu'il avait précisément contribué à éviter il y a quarante ans. Le conflit russo-ukrainien semble en effet re-jouer le scénario que je décris dans mon essai, dans une configuration internationale différente (situation économique plus défavorable de la Russie, monde devenu multipolaire freinant la mondialisation du conflit...), mais dans des conditions structurelles qui restent au fond les mêmes (déclin américain, concurrence objective entre grandes régions du monde).

Revenons sur la citation *infra* d'Edgar Morin : « *La vie sociale exige que nous nous comportions comme des machines triviales* » (Morin 1990, *loc. cit.*). Mikhaïl Gorbatchev se comporte au contraire, ainsi qu'Edgar Morin l'écrit, comme une machine non-triviale dès lors qu'il constate qu'il ne peut arriver à ses fins s'il se laisse conduire par la logique triviale du jeu des relations internationales. Pour autant, il est possible que dans un jeu séquentiel, le nombre d'itérations, même indéfini, tende vers un attracteur. Dans un jeu au tour par tour, dans lequel les coups possibles qui s'offrent à chaque joueur dépendent des coups précédemment joués par les autres joueurs, on constate souvent qu'à mesure que le jeu avance vers sa conclusion, les options possibles se restreignent. À partir d'un certain point, la distribution des forces, les coups possibles, font que l'issue est jouée d'avance : tout au plus l'un ou l'autre joueur peut-il retarder ou accélérer cette issue. C'est une expérience commune à nombre de jeux de stratégie. Au jeu d'échecs, cette particularité alimente les problèmes proposés par des magazines à la sagacité de leurs lecteurs, à partir d'une situation avancée du jeu dans laquelle l'un des adversaires est inévitablement mat en un certain nombre de coups.

Il est possible que les relations internationales se présentent à certains égards comme le plateau d'un jeu complexe sur lequel, au départ, les options sont suffisamment nombreuses pour autoriser des chemins vers des issues multiples, mais dont certains finissent malgré tout par converger vers une issue plus difficilement évitable que d'autres. Peut-être Mikhaïl Gorbatchev n'a-t-il réussi qu'à retarder un jeu dans lequel les contraintes structurelles rendaient difficile d'échapper à un bassin d'attraction, bassin dans lequel Européens et Russes se trouvent à nouveau piégés aujourd'hui, au bénéfice a priori de joueurs qui ont au départ de meilleures cartes, comme les États-Unis et la Chine. Les efforts du dirigeant russe, qui auront évité pour quelques décennies un conflit ouvert sur le théâtre européen, se heurtaient à des pesanteurs qui restent celles d'un plateau de jeu inchangé : les difficultés économiques russes à l'intérieur, le jeu des États-Unis qui lui ont refusé l'accès à l'OTAN et ont attisé le nationalisme ukrainien, la faiblesse du projet politique de l'Europe qui, en restant dans l'orbite américaine, n'évalue pas correctement la communauté d'intérêts objectifs existant dans cet espace qui va « de l'Atlantique à l'Oural ».

Le rôle de Mikhaïl Gorbatchev n'en a pas moins été louable s'il a permis ces quarante années de détente en Europe, et si je peux me permettre une prédiction à son sujet, c'est que l'avenir, quel qu'il soit, finira par lui rendre justice ne serait-ce que de ce répit pour le monde.

Références :

- Braccini V. & Petitjean H (dir.) (2022), *Le paradoxe de l'observateur*, Dossier des *Cahiers de systémique*, 1, Strasbourg, Éditions de l'III. En ligne : <https://www.groupepsi.com/paradoxe-de-l-observateur>. DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.7447888>
- Carrère d'Encausse H. (1978), *L'empire éclaté : les révoltes des nations en URSS*, Paris, Flammarion.
- Close R. (1981), *Encore un effort et nous aurons définitivement perdu la troisième guerre mondiale*, Paris, Belfond.
- Crozier M. & Friedberg E. (1977), *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- Finck S. (2022), Prédire le système-monde à la lumière de la théorie des jeux, Préface à la réédition de P. Schmoll, *La Guerre Demain*, Strasbourg, Éditions de l'III, p. 7-11.

- Hackett J. (1978), *The Third World War*. Trad. fr. (1980), *La troisième guerre mondiale*, Paris, Belfond.
- Johler R., Raphaël F. & Schmoll P. (dir.)(2009), *La construction de l'ennemi*, Strasbourg, Néothèque. Nouvelle édition (2019), Strasbourg, Éditions de l'III.
- Koppel M., Atlan H. & Dupuy J.-P. (1987), Von Foerster's Conjecture. Trivial Machines and Alienation in Systems, *International Journal of General Systems*, 13, p. 257-264.
- Leontief W., Carter A.P., Petri P. (1977), *The Future of the World Economy*, New York, Oxford University Press. Tr. fr. (1977), 1999 : *l'expertise de Wassily Leontief : Demain. Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future*, Paris, Dunod.
- Lesourne J. (ed.) (1979), *Interfutures. Facing the Future. Mastering the Probable and Managing the Unpredictable*, OECD. En ligne: <https://www.oecd.org/futures/35393713.pdf>. Tr. fr. (1979), *Face aux Futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. Rapport final d'« Interfutures »*, OCDE.
- Meadows D. & D., Randers J., Behrens W.W. III (1972), *The Limits to Growth*, New York, Universe Books. Tr. fr. (1973), *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard.
En ligne : https://collections.dartmouth.edu/teitexts/meadows/diplomatic/meadows_ltg-diplomatic.html
- Morin E. (1990), *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF.
- Nixon R. (1980), *The Real War*, New York, Warner Books. Tr. fr. *La vraie guerre*, Paris, Albin Lichel.
- Poundstone W. (1992), *Prisoner's Dilemma*, New York, Doubleday.
- Schmoll P. (2022 [1983]), *La Guerre Demain. Les risques de conflit mondial dans les années 1980*, Paris, Réseaux. Réédition Strasbourg, Éditions de l'III. ISBN 978-2-490874-36-1.
- Thom F. (1989), *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette.
- Todd E. (2002), *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard.